ASSASSINAT DES MOINES DE TIBHIRINE

L'échec du «qui-tue-qui ?»

Rebondissement dans l'enquête sur l'assassinat des moines de Tibhirine. Jean-Baptiste Rivoire, journaliste de Canal+ , farouche défenseur du «qui-tue-qui ?» a été mis en examen le 17 mars dernier pour avoir «commis des violences volontaires avec préméditation sur la personne de son confrère Didier Contant, journaliste mort en février 2004».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Didier Contant, qui avait également enquêté sur la mort des moines, développait des thèses à l'opposé de celles de son confrère. La veuve de Contant rappelle dans un communiqué rendu public la genèse de cette affaire.

Les faits remontent au mois de janvier 2004 lorsque Didier Contant, ancien rédacteur en chef de l'agence Gamma, de retour d'Algérie après y avoir effectué une enquête sur les circonstances de la mort des moines, avait appris que Jean-Baptiste Rivoire de Canal+, connu pour ses accointances avec les adeptes du «qui-tue-qui ?», avait lancé une campagne en vue de discréditer son travail. Il l'avait accusé d'être à la solde des autorités algériennes, ce qui avait amené *le Figaro Magazine,* qui devait publier l'enquête, à refuser le travail de Contant.

Ce n'était pas la première fois que ce dernier s'intéressait au sujet puisque aux dires de sa veuve Rina Sherman, il avait déjà publié des investigations dans *le Pèlerin Magazine* en février 2003 et dans *le Figaro Magazine* en décembre 2003.

«Au cours de sa dernière investigation, le grand reporter avait trouvé de nouveaux témoins indiquant que les moines avaient été assassinés par le GIA et il avait recueilli des témoignages mettant en doute la personne d'Abdelkader Tigha, un transfuge de l'armée algérienne», explique Sherman qui s'étonne qu'en dépit des accusations portées par Rivoire, nul n'a été en mesure de lui demander d'apporter la preuve de ce qu'il avançait.

«Malgré la gravité des accusations, aucun confrère des rédactions parisiennes ne demandait au journaliste de Canal + d'en apporter la preuve.

Profondément atteint dans sa réputation et son honneur, Didier Contant ne supporte pas la calomnie et meurt dans des circonstances troublantes. L'enquête a conclu à un suicide. Un seul journaliste posera la question de la responsabilité de son confrère de Canal + dans sa mort : Jean-François Kahn dans l'hebdomadaire *Marianne.*

Condamné une première fois pour diffamation, Kahn a gagné le procès en appel qui établissait un lien entre les agissements des journalistes de Canal + et la mort de Didier Contant», explique-t-elle dans ledit communiqué.

Rina Sherman, qui défend la mémoire de son ex-compagnon, a de tout temps réfuté les accusations de Rivoire et considère que ce sont ces dernières qui l'ont conduit à se suicider.

Elle a d'ailleurs mené une contre-enquête sur la mort de son compagnon, ce qui lui a permis de déposer une plainte avec constitution en partie civile pour violences volontaires contre Rivoire de Canal + et de publier un livre, *Le huitième mort de Tibhirine* en 2007.

Elle compte également sortir un film, *Paris de mes exils,* qui constitue une réflexion sur la liberté d'expression.

N. I.

LE PRÉSIDENT DU HCI JUSTIFIE LA LOI SUR LA PRATIQUE DU CULTE :

«Le texte n'est pas une déclaration de guerre contre les non-musulmans»

Le président du Haut-Conseil islamique (HCI) rassure. Cheikh Bouamrane répond à ceux qui reprochent à l'Algérie d'avoir reculé en matière de liberté du culte que la loi récemment adoptée ne vise nullement les religions autres que l'Islam mais que l'Algérie était souveraine et libre d'adapter sa législation, selon sa convenance.

Sur les ondes de la Chaîne I, le numéro un du HCI a indiqué que «c'est quand même étonnant que personne ne réagisse à la surveillance imposée à la communauté musulmane dans les pays occidentaux.

Pour avoir seulement fréquenté des mosquées, certains sont placés sous haute surveillance de la police. Il ne faut pas oublier que notre pays est d'inspiration musulmane. Nous sommes un pays souverain. Si une loi a été votée, elle doit être respectée. Il faut cependant savoir qu'elle n'a pas été faite contre les autres religions».

Une transition toute faite pour évoquer le dialogue des civilisations et l'islamophobie. Pour le président du HCI, les accusations portées par certains contre la religion musulmane ne sont pas justifiées. Il estime que la violence a existé dans toutes les religions, y compris en Islam mais que cette dernière était toujours justifiée par de la légitime défense. Cheikh Bouamrane pense que «la religion a toujours fait l'objet d'attaques.

La question de fond, c'est la naissance d'un néo-colonialisme. Les vraies raisons de ces agressions répétées contre l'Islam sont des visées colonialistes». Il indique que la solution serait déjà de commencer par une autocritique et de ne pas tourner le dos au dialogue.

«Les conditions pour l'instauration de ce dialogue existent mais ne sont pas complètement remplies.

L'Eglise catholique a encore beaucoup de préjugés. Le dialogue ne peut se faire sans respect mutuel», indique le premier responsable du HCI qui a fait également savoir que son institution était préoccupée par la problématique de la jeunesse, ce qui justifie la tenue d'un colloque intitulé «Jeunesse : entre authenticité et modernité». Une rencontre qui disséquera les problèmes des jeunes, à savoir l'éducation, la fuite de cerveaux et l'émigration clandestine.

Les spécialistes qui y prennent part seront répartis en quatre ateliers et devront à la fin du colloque rédiger une série de recommandations qui seront transmises aux pouvoirs publics.

N. I.

FRONT DES FORCES SOCIALISTES

En quête inlassable d'une alternative au système

Malgré un environnement national hostile, où les espaces démocratiques «sont de moins en moins ouverts», le FFS poursuit sa stratégie de ressourcement interne et externe, sa quête inlassable vers la création d'une alternative au système.

Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir)- Le siège national du Front des forces socialistes (FFS) à Alger a abrité durant le week-end écoulé des activités culturelles et artistiques, voulues en hommage à la femme algérienne.

Des expositions de tableaux de Serge Endrieu et d'étudiants des Beaux-Arts, une projection de photos, un monologue ainsi qu'une conférence-débats, le tout sous une ambiance musicale, ont marqué ces deux journées. Celles-ci devaient se tenir la semaine précédente, à l'occasion de la Journée internationale de la Femme, le 8 mars, mais ont dû être reportées en raison des mauvaises conditions météorologiques prévalant alors.

Militants, acteurs du mouvement associatif féminin et autres représentants de la société civile, ont assisté à ces activités. Ces dernières qui s'inscrivent, selon le premier secrétaire national du FFS, Karim Tabbou, dans le sillage de la démarche de proximité impulsée avec le mouvement associatif, culturel, juvénile, tendant à partager des valeurs communes avec le parti du leader historique Hocine Aït-Ahmed. Dans un contexte national où, selon Karim Tabbou, rencontré en marge des ces activités, «les espaces sont de moins en moins ouverts» pour l'action militante libre, où il y a recul sur le plan des valeurs politiques et absence d'acteurs politiques dignes de ce nom.

Et où les règles constitutionnelles et institutionnelles sont bafouées et le pouvoir s'exerce en dehors de la Constitution, le cercle de l'archaïsme et les comportements maffieux et claniques dominant.

Nonobstant cet «environnement très hostile», le FFS poursuit sa stratégie de ressourcement, à l'interne mais aussi à l'externe, sa quête vers la création d'une alternative au système. Et c'est dans ce sens que s'inscrit l'initiative politique lancée, l'année dernière, par le président du FFS, Hocine Aït-Ahmed, l'ancien premier ministre, Mouloud Hamrouche et l'ancien secrétaire général du FLN, Abdelhamid Mehri. Une initiative qui a, selon Karim Tabbou, reçu un écho, beaucoup d'écoute dans la société, certains demandant qu'elle soit clarifiée davantage dans son contenu.

Et une initiative encore en maturation, en enrichissement, avec des rencontres de concertation régulières entre ces trois personnalités. Cela même s'il n'est pas fait état d'un calendrier précis, le FFS voulant agir selon sa propre géographie politique.

C. B.

LES PARTIS POLITIQUES DÉNONCENT LA PASSIVITÉ DES AUTORITÉS

Un citoyen tué par balle lors d'affrontements à Berriane

Une personne a été tuée par balle à Berriane lors d'affrontements qui ont débuté la veille du Mawlid Ennabaoui. Le RCD et le FFS dénoncent la passivité des autorités et déplorent une récupération politique visant à attiser les hostilités entre tribus de la région.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La célébration du Mawlid Ennabaoui a tourné à l'émeute à Berriane, localité située à 40 kilomètres de Ghardaïa. Tout aurait débuté mercredi soir, aux environs de 22 heures, lors de batailles de pétards entre jeunes de différents quartiers.

Le jeu aurait mal tourné et se serait transformé en rixes. Des habitations et des magasins ont été incendiés sans que les forces de l'ordre interviennent. C'est en effet ce que dénoncent le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) et le Front des Forces socialistes (FFS) à travers des communiqués de presse transmis hier à notre rédaction.

«Le RCD s'interroge sur les instructions tardives du wali aux forces de l'ordre qui ne sont intervenues que jeudi à 4 heures du matin, alors que les affrontements avaient commencé la veille à 22 heures et que les renforts de police étaient sur les lieux et donc prêts à intervenir dès 23 heures», souligne ce parti qui préside l'APC de Berriane.

La situation semble avoir empiré durant la soirée de jeudi puisque le jeune Ali Laskar a été tué par balles tirées.

Le FFS fait état de personnes «extrémistes» ayant fait usage de leurs armes «sans que les forces de l'ordre, chargées d'assurer la sécurité d'institutions publiques n'interviennent». D'autres citoyens ont été blessés par balle, précisent les représentants locaux du parti d'Aït Ahmed.

Le FFS dénonce également la volonté «de certaines personnes non identifiées» d'encourager les hostilités entre «Mozabites et tribus arabes de Berriane (…) comme ce fut le cas en 1990». «Nous exigeons l'ouverture d'une enquête pour déterminer les causes de ces évènements qui ont tendance à se répéter et qui ont pour but d'attiser le tribalisme dans la wilaya de Ghardaïa.

Les coupables, quels que soient leurs postes ou fonctions, doivent être poursuivis», note le Front des forces socialistes.

De son côté, le Rassemblement pour la culture et la démocratie a dépêché à Berriane un groupe de cinq parlementaires.

«Les membres de la délégation du RCD ont été instruits, à leur départ d'Alger, de tout mettre en œuvre pour aider au retour au calme et à la sérénité dans la ville de Berriane et d'apporter soutien et assistance aux efforts déployés par le président de l'APC de cette ville et par ses adjoints depuis le début des évènements, afin de calmer les esprits et d'éviter l'escalade», souligne le parti de Saïd Sadi.

T. H.